

# Hors-cadre familiaux : Qui sont-ils ?

"Bienvenue à la ferme :70 heures de travail par semaine, pas de vacances et pas de voisins, sauf un..." Cette phrase qui constituait en 2001 l'accroche du trailer du film "Une hirondelle a fait le printemps", fait tout à la fois sourire par son ton décalé, et frémir par le fait que, précisément, c'est ce qui attend tout volontaire à l'installation en agriculture. Et pourtant, dans un contexte où l'agriculture souffre de tant de maux, l'installation hors cadre familial poursuit sa progression d'année en année, au point que certains spécialistes estiment qu'en 2020, 30 % des agriculteurs ne seront pas issus du monde agricole. Et c'est un fait, l'agriculture passionne. Mais qui sont ces jeunes – et moins jeunes – qui décident un jour de se mettre au vert, sans illusion sur les difficultés qui les attendent dans un secteur d'activité chahuté par la conjoncture économique ?

## L'autre visage du monde agricole

Ce n'est pas un scoop. L'agriculture n'est plus une histoire de famille. Ou en tout cas de moins en moins. Il y a déjà plus de dix ans, les installations en dehors du cadre familial représentaient près d'un tiers des installations aidées, contre 15 % au début des années 90<sup>(1)</sup>. Aujourd'hui, la tendance perdure et semble s'être stabilisée. En 2014, 30 % des installations aidées correspondaient à des installations hors cadre familial (source : Agreste). Dans nos départements alpins, la part de l'installation HCF est comparable à la tendance nationale. Dans les Hautes-Alpes, qui a connu un nombre record d'installations aidées en 2015 (au nombre de 44, contre 36 dossiers en moyenne depuis 18 ans, avec un écart-type relativement serré), le nombre d'installations hors-cadre familial a également augmenté, passant de 28 % à 32 % (soit 14 installations sur 44).

Dans les Alpes de Haute-Provence, où les chiffres accusent en revanche une baisse sensible du nombre d'installations aidées : 36 dossiers DJA en 2015 (dont 37 % de femmes), contre 53 en 2014 et 50 en 2013, le phénomène est similaire, avec 41 % d'installations hors-cadre familial sur les trois ans, soit 57 sur 139 installations aidées.

### Une expérience professionnelle avant l'installation

Dans l'ensemble, les HCF s'installent à un âge plus avancé que les jeunes agriculteurs qui s'installent dans le cadre familial. Comme le souligne Lionel Jacquemin, conseiller installation à la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes, "la moyenne d'âge est de 28 ans pour les installés dans le cadre familial et de 34 ans pour les hors cadre familial". A priori, commente-t-il, "il semble que l'on puisse faire un lien entre l'installation familiale et la précocité de l'installation. Quand on s'installe tôt, on est plutôt fils d'agriculteur, alors que l'on est plus âgé quand on s'installe en dehors du cadre familial".

Une moyenne d'âge qui s'explique par le fait que la majorité des HCF ont déjà eu une vie professionnelle avant de se tourner vers l'agriculture. "Deux tiers des HCF ont eu un parcours professionnel de plus de cinq ans avant de songer à s'installer", confirme une étude réalisée par JA et le MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne) en 2013<sup>(2)</sup>. Une tendance qui, là encore, n'est pas tout à fait neuve puisque, déjà, en 2005, il était établi dans une étude réalisée par Michel Blanc (INRA) que "61 % d'en-

tre eux exerçaient une activité non agricole avant de s'installer"<sup>(3)</sup>. De même, "la majorité d'entre elles (58 %) sont dépourvues de formation agricole initiale". En revanche, précisait la même étude, "quand elles en ont reçu une, elle est souvent de niveau relativement élevé : 15 % de ces "néo-agriculteurs" ont effectué des études supérieures agricoles". Même constat dans le rapport publié par JA et le MRJC : "66 % des HCF interrogés sont titulaires d'un diplôme non agricole supérieur au bac et 43 % d'un diplôme agricole également supérieur au bac".

### Un goût prononcé pour le maraîchage

Plus âgés en moyenne, ayant majoritairement une expérience professionnelle avant de se lancer, les HCF se tournent bien souvent vers des filières leur permettant de pallier les difficultés d'accès au foncier.

Dans une étude parue en 2005, Michel Blanc, ancien directeur de recherches de l'INRA, écrit : "les personnes d'origine non agricole éprouvent des difficultés pour accéder au foncier ou ne souhaitent pas acquérir des surfaces très importantes. Ils s'installent sur des exploitations qui n'ont en moyenne que 34 hectares. De plus, la moitié d'entre eux le font sur des exploitations de moins de 15

hectares et un quart sur des exploitations de moins de 4 hectares. Les systèmes de production qu'ils adoptent, très différents de ceux des autres groupes, sont en cohérence avec ces superficies. Près d'un tiers d'entre eux (32 %) sont spécialisés dans des productions impliquant un usage très intensif du facteur terre (maraîchage, viticulture, arboriculture, élevage de granivores). Plus du quart (27 %) se sont orientés dans l'élevage des herbivores autres que les bovins (alors que cette proportion ne dépassent jamais 10 % dans les trois autres groupes) et dans près de 4 cas sur 10 ces autres herbivores sont uniquement des équidés."<sup>(4)</sup> Il est notable que cette étude, basée sur les données Agreste 1990-1997 soit toujours d'actualité. En tout cas dans nos départements alpins.

Sur les 14 installations HCF dans les Hautes-Alpes, en effet, cinq sont en maraîchage, trois en apiculture, une en caprins lait et une en spiruline. Seule une installation est en bovin allaitant et une autre en ovins viande.

Dans les Alpes de Haute-Provence, sur les 57 jeunes qui se sont installés hors cadre familial au cours des trois dernières années, on constate également qu'en apiculture, 77 % des installations sont effectuées hors cadre familial (13 installations en 2015, dont 10 HCF). Les filières

caprin lait avec transformation fromagère (17 installations, dont 11 HCF) et maraîchage (15 installations, dont 12 HCF) sont tout particulièrement prisées. Les filières de niches à forte valeur ajoutée ont également leur préférence (volailles, céréales avec transformation en bière, pain, ovins lait fromager, alpagas). Si on compte en revanche 11 installations en grandes cultures, trois installations en porc, et six installations en arboriculture, aucune ne s'est faite en dehors du cadre familial. Le constat est presque le même pour les ovins viande : 25 installations en 2015, dont seules 5 sont en dehors du cadre familial.

Il est à noter aussi et l'étude le souligne, que si les HCF choisissent des filières qui nécessitent peu de foncier, ce n'est pas toujours par nécessité, mais aussi par choix. Un choix qui s'explique par une manière très différente d'appréhender l'agriculture. Comme nous l'avons dit, il s'agit dans de nombreux cas d'une réorientation professionnelle.

A l'heure où l'agriculture est clairement en situation de crise, on peut d'ailleurs s'interroger sur l'engagement que rencontrent de plus en plus de jeunes pour l'agriculture. De fait, une étude réalisée par Europe 1 et publiée le 4 février der-

nier montre que l'agriculture est un secteur qui attire. "Il n'y a jamais eu autant de candidats pour les BTS agricoles en France : +14 % pour le BTS "Conduite de l'Entreprise Agricole" ces huit dernières années, +19 % pour le BTS "Production Animale", précise le rapport.

Pourquoi ? A l'ADFFPA 05, Rémi Champredonde, référent formation et formateur, énumère les motivations des HCF : "retour au vert", "retour à la terre", "être son propre patron", "améliorer sa qualité de vie". Souvenons-nous du film de Christian Carion "Une hirondelle a fait le printemps", avec Mathilde Seigner et Michel Serrault. Ce film, sorti en 2001, qui narre précisément le parcours d'une jeune parisienne ayant décidé de reprendre une exploitation dans la région Rhône-Alpes pour y installer un élevage de chèvres laitières, ne fait pas l'impasse sur le paradoxe de ces situations auxquelles les "néoruraux" sont rapidement confron-

tés. Alors qu'ils souhaitent s'offrir une meilleure qualité de vie, ils se retrouvent à travailler, sans aucun doute pour nombre d'entre eux, comme ils n'ont jamais travaillé. "Bienvenue à la ferme : 70 heures de travail par semaine, pas de vacances, et pas de voisins..." Un peu moins vrai pour le "pas de voisins", tant dans le film que dans la réalité.

Mais le reste est indiscutable. Et les jeunes installés que nous avons rencontrés n'ont pas démenti. Tous vérifient cet adage : "travailler plus, pour gagner moins". Encore une fois, l'enquête nationale réalisée par JA en 2013 l'atteste : "en terme de rémunération, seulement 22 % des sondés visent un revenu supérieur au SMIC". Et non contents d'avoir des fins de mois difficiles, certains d'entre eux ont quitté des professions autrement plus lucratives. Sans regret. D'ailleurs, peu d'entre eux s'arrêtent. Une étude réalisée par la MSA en 2014 montre

que 80,6 % des installés se maintiennent à 6 ans, toute population et type d'activité confondus. "Il y a une durabilité dans les installations, tout profil, par rapport à d'autres secteurs d'activité comme le commerce. En agriculture, même sur les systèmes les plus fragiles, il y en a peu qui s'arrêtent", confirme Philippe Allec, conseiller installation à la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes.

### Le bio, une spécificité des exploitations HCF

La conséquence d'une appréhension bien spécifique de l'agriculture qui se retrouve dans une autre tendance, allant de pair avec la nécessité dans laquelle se trouve bon nombre de HCF de s'installer sur de petites surfaces agricoles : l'attrait pour les labels, signes de qualités et tout autre moyen de donner de la valeur ajoutée à la production. En l'occurrence, souligne JA et le MRJC dans leur

enquête nationale, même si de nombreux futurs jeunes agriculteurs revoient leur projet à la baisse dès lors qu'ils sont confrontés à la réalité, "un HCF sur cinq est parvenu à développer un atelier de transformation". Et surtout, 34 % des exploitations mises en place par les HCF sont en agriculture biologique ! "Pour rappel, à l'échelle de la France, l'agriculture biologique ne concerne que 3,5 % des exploitations", précise l'étude, qui conclut à "une vraie spécificité liée au profil du hors cadre".

Compte tenu de la stabilisation du nombre d'installations en HCF d'année en année, il n'est pas absurde de penser qu'il faut dès à présent compter avec ces nouveaux agriculteurs pour renouveler les générations de paysans. De là se dessine peu à peu une agriculture à double face : une agriculture de niches venant cohabiter avec l'agriculture de grande production, comme le soulignait François

Lefebvre dans une étude démographique<sup>(5)</sup>. "Il est particulièrement intéressant, écrit-il, de noter que ces deux agricultures ne se concurrencent pas, mais qu'elles sont, au contraire, complémentaires". Le même auteur, qui rappelle que l'on comptait en France environ 50 000 HCF au début des années 2000, estime que "30 % des agriculteurs seraient à terme des HCF, ce terme devant se situer aux alentours de 2020. À ce moment-là, le nombre de HCF devrait atteindre environ 100 000 agriculteurs".

(1) Diversités du monde agricole, Centre d'études et de prospective n°32, juin 2011

(2) Création d'activité par les entrepreneurs hors cadre familial : besoins spécifiques, leviers d'action et complémentarité des dispositifs d'accompagnement, publié le 4 octobre 2013.

(3) Michel Blanc, 2005, "Trajectoires d'installation et leur pérennité dans les années 90", INRA Toulouse, Agreste Cahiers n°3, juin 2005

(4) Ibid

(5) François Lefebvre, Démographie agricole La France doit-elle craindre l'avenir ? Prévisions à l'horizon 2020, Demeter 2009

**VEYNES** | Après un début de carrière dans le milieu de l'informatique, Idriss Bouhbouh s'est tourné vers le maraîchage et la vente directe, et s'est installé en GAEC avec ses beaux-parents.

## "L'agriculture permet de concilier vie de famille et vie professionnelle"

Un parcours en épingle à cheveux, comme on trouve si souvent chez ceux qui décident un beau jour de se tourner vers l'agriculture, alors que rien ne les y destinait. Idriss Bouhbouh est maraîcher et gérant d'un point de vente de produits locaux à Veynes.

Installé en bordure de nationale, le jeune homme va ouvrir au couple de clients qui attendent devant la porte close. Le magasin, qui propose en dépôt-vente 70 références, n'était ouvert au début qu'une journée par semaine. Aujourd'hui, il est ouvert cinq jours par semaine pour une clientèle dont le périmètre géographique s'étend de Gap à Rosans, en passant par Lus-la-Croix-haute.

Son épouse Amélie est à ses côtés. Aide-soignante de profession, elle donne un coup de main. Apparemment sans s'en apercevoir tant il faut que son mari se mette à énumérer tout ce qu'elle fait pour la convaincre. En commençant par les confitures, en vente sur place et réalisées avec les fruits cultivés dans les vergers de ses parents, Gilbert et Maria Leydet, installés à Théüs et avec qui Idriss est Gaec.

"Elle est le ciment de tout ça. Est-ce que je me serais installé si je n'avais pas connu Amélie ? Je ne pense pas", commente le jeune homme.

Cela fait cinq ans. Bientôt six. Les terres où sont installées ses serres sont situées à Lagagne, tandis que son troupeau d'Aubrac se trouve à Théüs. Un drôle de grand-écart, qui s'explique par le fait que les vaches allaitantes lui appartiennent pour partie, et pour partie à ses beaux-parents. Gilbert et Maria Leydet, de leur côté, possèdent 6 ha de vergers dans lesquels ils cultivent des fruits d'été en conventionnel (cerises, pêches, abricots) à une altitude variant de 400 à 1200 m, qui permet à la production de s'étendre de fin juin à mi-octobre. "C'est ce qui nous permet d'avoir des cerises en août". Une



association pour le moins inattendue. A l'époque, le jeune homme avait 29 ans.

### Du monde virtuel au monde réel

Titulaire d'une maîtrise dans l'informatique, il mène alors une vie de jeune cadre. Bien rémunéré. "J'ai travaillé pendant deux ans sur Marseille, puis je suis remonté dans les Hautes-Alpes quand je me suis marié avec Amélie. J'ai travaillé cinq ans sur Gap. Et au terme de ces cinq années, j'ai commencé à me poser des questions. En fait, nous allions

régulièrement à la ferme, pendant les vacances, les week-ends, pour aider mon beau-père. Et de fil en aiguille, je me suis pris au jeu : le contact avec les bêtes, l'amour de la montagne et du territoire... Je me suis dit que si j'étais remonté de Marseille pour vivre ici, ce n'était pas qu'un hasard. A un moment donné, je me suis dit : "pourquoi pas tenter l'aventure ?". J'en ai parlé à mes beaux-parents qui étaient ravis".

L'idée est alors de valoriser la viande en faisant de la découpe. "Et je souhaitais aussi faire des petits fruits et du maraîchage". Pour des

raisons financières. "Le maraîchage permettait d'avoir une rentabilité quasi-immédiate". A cela s'ajoute le projet de création d'un point de vente. "Je ne me voyais pas m'installer en agricole sans faire de la vente directe", ajoute le jeune trentenaire. Une opportunité se présente à Veynes. Le point de vente est acheté en 2010. "C'est là que l'association a commencé".

L'année suivante, il se consacre à la préparation de son BPREA, avant de partir en quête de foncier pour s'installer. Par bonheur, l'attente n'est pas longue. "Fin 2011, j'ai eu la chance d'acheter des terres sur Lagagne". 7 ha environ, dont 1,2 ha sont consacrés au maraîchage, et 4 ha à la luzerne et aux fourrages pour les bêtes. Résultat d'un tournant qu'il a ainsi forcé ses beaux-parents à prendre. "Quand je me suis installé, j'ai fait le choix de passer en bio. J'ai convaincu mes beaux-parents. Au départ, ils étaient un peu réticents, parce qu'ils s'inquiétaient des difficultés qu'ils risquaient de rencontrer au niveau des soins, mais on a vu le vétérinaire, et on s'est rendu compte que l'élevage en bio permet tout de même d'utiliser des antibiotiques jusqu'à deux fois dans l'année, et on a la chance d'être dans un département assez sain. Du coup, c'est rare qu'on arrive aux deux traitements, même en conventionnel". Quelques pommiers et poiriers lui permettent également de faire des jus.

### La famille avant tout

Aujourd'hui, la petite exploitation se développe peu à peu. Et Idriss et Amélie sont satisfaits. Même si leur niveau de vie a été considérablement impacté par la reconversion d'Idriss. "Je gagnais autour de 2 000 euros, et aujourd'hui, on est contents quand on arrive à 900 euros", confie-t-il. Le couple ne cache pas que les trois premières années ont été difficiles. "Mais finalement, nous avons appliqué à la maison la rigueur de gestion qu'on

applique à l'entreprise". Et la vie de famille s'en porte bien. C'est d'ailleurs bien ce qu'ils attendaient de cette volte-face a priori improbable. "L'agriculture est un métier qui, lorsqu'on le veut, permet de bien concilier la vie de famille et la vie professionnelle", estime Idriss. Ce n'était pas vraiment le cas du temps où il était salarié. "Je partais le matin à 7 heures, je rentrais deux jours plus tard à 21 heures. Du coup, mon objectif était de remettre la vie familiale au centre, et ça se retrouve un peu dans les choix que l'on fait aujourd'hui". En ce sens, poursuit-il, "on ne va pas forcément faire les choix les plus lucratifs. On préfère fermer le magasin à 12 h 30 et déjeuner avec nos enfants que le laisser ouvert jusqu'à 13 heures, et peut-être faire plus de chiffre, mais devoir les laisser à la cantine".

Et puis il y a la passion. "Ce qui m'avait amené à l'informatique, c'était la passion, et l'agriculture aussi". Il ajoute : "c'est vrai que ce n'est pas avec l'agriculture que je deviendrais millionnaire, mais c'était un choix".

Idriss déplore d'ailleurs que le métier d'agriculteur soit autant "décrié", y compris par certains paysans. "C'est dommage, parce que ça fait peur, alors que c'est un métier qui nous apporte tellement. L'informatique m'apportait dans la mesure où je faisais un métier qui me plaisait – je ne comptais pas d'ailleurs mes heures – mais l'agriculture m'apporte en plus l'humilité. Avant, lorsque j'avais buclé un logiciel, c'était moi qui l'avais fait et j'en étais fier. Là, jusqu'au bout on va s'occuper d'une bête, d'un champ, et puis brusquement, on va se prendre la grêle, avoir une mouche Suzuki... Et ça oblige à relativiser. On se dit qu'on est propriétaire d'un terrain, mais finalement, c'est cette terre qui nous tient, ce n'est pas nous. Cette terre, elle a connu je ne sais pas combien de propriétaires avant moi, et elle en connaîtra je ne sais pas combien après moi. Ça m'a beaucoup appris".

**FORCALQUIER** | Après avoir enchaîné les petits boulots pendant plusieurs années, Sébastien Laville s'est découvert une passion pour l'apiculture. Il a installé sa miellerie en plein centre-ville.

## "J'ai trouvé ma voie !"

"Il fallait que je travaille pour moi". C'est ainsi que Sébastien Laville explique en quelques mots ce qui l'a poussé à s'installer comme apiculteur professionnel il y a une dizaine de mois. A 31 ans, ce jeune homme a aménagé sa miellerie en plein centre-ville de Forcalquier, dans un local qu'il loue à la municipalité. Sur les étagères situées à l'entrée de la petite boutique, des pots de miel et autres produits dérivés, comme sa moutarde au miel, qu'il a appris à faire avec son ami Ivincio, installé à Simiane-la-Rotonde, son miel aux amandes entières et aux noix, sa pâte à tartiner au miel et noisettes, ou encore sa crème balsamique. Dans la pièce du fond, une fresque peinte sur les murs présente des paysages vallonnés en trompe l'œil, parsemés de ruches qui se détachent entre champs de lavande et maisons de pierre. C'est là que se trouve également son matériel, et c'est là que Sébastien entend recevoir les écoles pour faire de son atelier un lieu pédagogique. Cette installation vient matérialiser ce qui n'est ni plus ni moins qu'un coup de foudre.

Petit retour en arrière. Sébastien possède un BEP de mécanique. Cela fait plusieurs années qu'il vit de petits boulots. En 2012, il est alors commercial chez Coca-Cola. "Un jour, racontait-il, je suis allé chez un ami qui possédait des ruches pour lui donner un coup de main. Je ne connaissais pas les abeilles, et en voyant tout ce qu'elles étaient capables de faire, j'ai été fasciné". L'effet est immédiat. "Je suis tombé amoureux et je me suis dit : 'J'ai trouvé ma voie !'" Sébastien acquiert une demi-douzaine de ruches, mais ne s'en contente pas. En 2013, il s'inscrit à Hyères pour faire un BPREA Apicole.



### Allergique aux piqûres d'abeilles

Reste ensuite à trouver un lieu où s'installer. Par chance, ce jeune homme à la musculature tonique est sapeur-pompier depuis près d'une quinzaine d'années, et apprend que la caserne sera bientôt libérée pour cause de déménagement. "J'ai expliqué mon projet à la municipalité et on m'a accordé la loca-

tion". Un local fait de murs vierges qu'il aménagera et décorera en grande partie lui-même, pour faire un maximum d'économies. Car Sébastien gère son budget avec rigueur et sait très précisément ce qu'il veut. "Le local doit être mis à la vente dans le courant de l'année. Si je parviens à rentrer dans mon prévisionnel, j'investis". La première année, il n'a fait qu'une tonne de miel, contre 1,5

tonne de prévue. Mais l'homme est tenace, comme l'atteste l'observation avec laquelle il a poursuivi dans sa voie, alors même qu'il aurait eu d'excellentes raisons d'en changer. "Une fois, je suis arrivé au milieu des ruches en n'ayant protégé que le haut de mon corps. Des abeilles m'ont piqué, et j'ai fait un choc anaphylactique. Je me suis retrouvé aux urgences". Il se découvre alors allergique aux piqûres d'abeilles,

et décide de poursuivre. "J'ai toujours une seringue d'adrénaline sur moi au cas où... Confiant : 'si elles m'attaquent, j'estime que c'est parce que j'ai fait quelque chose qu'il ne fallait pas faire'".

### Provisoirement pluri-actif

Le résultat est qu'aujourd'hui, il possède 200 ruches installées chez des particuliers à Forcalquier (04), Gréoux-les-Bains (04), Simiane-Collongue (13) et Vernaigue (13), et produit du miel toutes fleurs, de lavande, de thym ou encore de romarin en Label rouge. "Je fais aussi de la pollinisation de pommiers, de tournesol et de colza. Cela m'assure une rémunération". Sébastien s'est donné pour objectif d'avoir entre 500 et 600 ruches à l'horizon 2021, "pas plus parce que tout seul, c'est dur". Mais pour l'heure, il assume en parallèle un deuxième emploi. "Je travaille à mi-temps aux pompes funèbres pour gagner ma vie", précise-t-il. "Ça me permet de ne pas toucher à la trésorerie, pour pouvoir gérer si j'ai un coup dur". Rigoureux, disions-nous. "Je pourrais toucher le RSA, mais je préfère aller travailler". Un surcroît d'activité qui alourdit considérablement son emploi du temps, mais qu'il considère comme un passage obligé, et de toute façon temporaire. "Je travaille sept jours sur sept, je me serre la ceinture, mais je ne changerai rien. Je ne compte pas les heures et c'est un plaisir, même si c'est dur. C'est un très beau métier, et même si cette année a été difficile, le fait de me lever le matin avec le sourire, et d'entendre mes clients me dire que mes produits sont bons, c'est suffisant pour que je considère que j'ai gagné !"

**LA BRILLANNE** | A 33 et 32 ans, Isabelle Courselle et Bojan Scheurer se sont installés en maraîchage biologique à La Brillanne.

## "Un projet de vie plus qu'un projet professionnel"

Sur leur blog est publié un article intitulé "Un nouveau ravageur dans nos légumes!!!". Quoi, des taupins ? Des pucerons ? Des chenilles ? Absolument pas, mais un lapin en chocolat habillé d'un nœud orange, photographié au milieu de légumes, dont il donne les noms en verlan... Un jeu pédagogique, autrement dit. Apparemment, on s'amuse bien à La Belle Terre. "C'est une idée de Bojan", sourit sa compagne. Le cheveu en bataille pour avoir été coiffé d'un bonnet pendant une partie de la matinée, Isabelle Courselle, 33 ans, accepte de se poser un moment, tandis que Bojan Scheurer entend de souder les armatures qui serviront à fixer la baignoire qui leur sert à nettoyer les légumes. Elle, vient du Nord. Lui, est originaire de Suisse. Ils se sont rencontrés au Sri Lanka,

à l'époque où ils travaillaient tous deux pour des ONG. Deux globe-trotters qui ont finalement décidé de poser leurs valises à La Brillanne, où ils se sont installés en maraîchage bio il y a un an, à deux pas de l'exploitation de Julien Romilly, lui-même maraîcher. Elle était ingénier spécialisée dans la maîtrise des risques industriels et a travaillé pendant un temps dans l'industrie automobile avant de se tourner vers la solidarité internationale. Lui est agro-économiste et débutait tranquillement une carrière chez Max Havelaar lorsqu'il a rencontré Isabelle.

### Le choix de la vente directe

Seulement voilà. Les deux ans passés dans l'humanitaire ne conviennent pas à Isabelle. "Je me

rendais compte que je faisais quelque chose dont je ne maîtrisais pas les rouages. Je ne savais pas si ce que je faisais était bien ou pas, et je n'avais pas envie de participer à quelque chose que je ne comprenais pas". A contrario, l'agriculture l'attire. "Je n'étais pas issue du monde agricole, mais l'agriculture m'avait toujours intriguée". Toujours voyageuse, elle décide de faire connaissance avec ce monde inconnu par le biais du WWOOFing, qui la mène jusqu'à Valensole. Nous sommes en 2011. "C'est là qu'on m'a parlé du BPREA, que j'ai passé à Gardanne en 2013 au CFPPA d'Aix-Valabre". S'ensuit une multitude de stages, notamment chez Gérard Dumas à Mane, puis un emploi saisonnier de cinq mois chez Julien Romilly, à La Brillanne, avec Bojan, qui a quitté son emploi et la Suisse pour

la rejoindre, après avoir lui-même suivi le parcours de formation "Eco-paysans", organisé notamment par les CFPPA d'Aix-Valabre et de Vaucluse.

Tout s'enchaîne avec une rapidité qui étonne encore le jeune couple. Isabelle s'installe. Bojan adopte le statut de conjoint collaborateur. 20 ha de terres sont mis à la vente par la Safer. Ils en obtiennent cinq. Le couple est ravi. "Les terres sont bonnes, ainsi que l'orientation, et il y a de l'eau". L'emplacement est également optimal. A deux pas du village de La Brillanne, donc de l'autoroute, et du magasin de producteurs Côté Champ, qui a ouvert ses portes à la fin de l'été dernier, et où Isabelle et Bojan vendent leurs produits. Entre autres. "Nous proposons également des ventes en paniers, dont le principe est basé sur

le système des AMAP". Et le démarrage est plutôt de bon augure. "Nous avons entre 60 et 70 clients, et il nous en faudrait une centaine pour pouvoir vivre convenablement".

Ils cultivent leurs légumes dans cinq serres d'environ 300 m<sup>2</sup> chacune, auxquelles s'ajoutent 9 000 m<sup>2</sup> de plein champ. Ils prévoient également de planter un verger paysan d'une cinquantaine d'arbres en partenariat avec la Maison de la biodiversité de Manosque. "Mais comme le terrain est grand, nous envisageons de nous associer avec d'autres personnes pour développer un projet qui reste à définir, mais qui pourrait tourner autour de l'agrotourisme, par exemple. Nous ne voulons pas de salariés, mais ces terres sont vraiment bonnes, et on peut les travailler de manière suffisamment

intense pour faire vivre plus de deux personnes".

### "Nous avons eu beaucoup de chance"

Au terme de cette première année, qui a également vu naître une petite fille prénommée Samuelle, le bilan est encourageant. "Nous avons eu de la chance, tous les légumes ont bien donné et notre clôture anti-sangliers a été efficace. Nous avons une belle entente avec nos voisins, qui nous ont très bien accueillis, nous aident et nous conseillent." Au bout du compte, "La seule galère qu'on ait eue, c'est une fuite d'eau". Ce n'était certes pas gagné d'avance. "D'autant que travailler en couple n'était pas quelque chose qui allait de soi. Ce n'était pas dit que ça marcherait, mais c'est super", assure la jeune femme, tandis que son compagnon poursuit ses travaux de soudure.

"Bojan adorait son travail, mais il préfère être agriculteur", commente Isabelle. "Plutôt que de travailler pour une entreprise de commerce équitable, il préfère être celui qui vend équitablement". Bientôt, celui-ci nous rejoint et s'en explique. "Je crois que dans un avenir proche, il vaudra mieux s'y connaître en agriculture qu'en informatique. Avec la fin du pétrole et le réchauffement climatique, il est nécessaire de développer une base durable pour que la vie puisse continuer", argumente Bojan, suffisamment convaincu pour avoir décidé de revoir à la



baisse un niveau de vie qu'il avait confortable. "Ce n'est pas que je m'attendais à une vie de rêve, mais je suis prêt à sacrifier la vie de luxe que j'avais". Isabelle renchérit : "Il est sûr que nous travaillons beaucoup. L'été, c'est sept jours sur sept à

10 heures par jours, mais en s'installant, on le savait. Et de toute façon, c'est davantage un mode de vie qu'un travail que nous avons choisi. Plus un projet de vie qu'un projet professionnel". Elle énumère : "prendre du plaisir à ce qu'on fait, pouvoir

en vivre, apprendre des choses, savoir faire quelque chose de ses mains, bien manger les bons légumes qu'on a produit soi-même, appartenir à un terroir". Et puis, ajoute-t-elle, "l'effort donne plus de bonheur que quand tout est facile".

La jeune femme qui a passé sa vingtaine à faire la route ne se départ pas de son sourire : "depuis que nous nous sommes installés ici, j'ai un peu l'impression d'avoir fait des racines".

**CHÂTEAUROUX-LES-ALPES** | Simon Maynadier s'est installé il y a cinq ans en horticulture sur un terrain en bordure de la RN 94.

## "J'ai l'impression d'avoir accompli mon rêve"

L'hiver est supposé être une période calme. Mais pas tellement pour Simon Maynadier, qui vient tout juste d'achever la découpe, la préparation et le conditionnement de 90 kg de viande de porc, "pour lui et sa famille". Ce jeune homme suractif s'était pourtant donné "une année sympathique", selon ses termes. "Cet hiver, je ne travaille pas. Cela fait cinq ans que je n'avais pas pris de vacances". Mais il est vrai aussi qu'il ne fait pas dans la transformation de viande. Lui, c'est l'horticulture. Et cela fait plus de cinq ans qu'il a installé ses serres en bordure de la nationale N94, à Châteauroux-les-Alpes. Cela aurait dû faire plus longtemps. Car c'est en 2007 que Simon a failli installer son exploitation à Crots. Une épreuve qui lui fait perdre trois ans. "J'avais trouvé un terrain que je venais d'acheter avec la Safer. Tout était prêt pour que je m'installe, et finalement, l'architecte des Bâtiments de France a émis un avis consultatif défavorable, qui a été suivi par la municipalité, parce que l'exploitation devait se situer à proximité du lac de Serre-Ponçon et que cela risquait de dénaturer le paysage". La déconvenue est difficile à avaler pour le jeune homme, qui a alors 23 ans, mais ne manque pas de ressource. "Il a fallu que je recommence tout et ce n'était pas évident, parce que je suis tributaire d'un certain nombre de contraintes : il faut que le terrain soit plat, que je puisse bénéficier d'une alimentation en eau inépuisable, ainsi que de la proximité de la route pour pouvoir vendre en

direct. Mais pendant ce temps-là, j'ai passé mon permis super lourd et je

gagnais ma vie en faisant les transhumances l'été, et pèsteur l'hiver". Un

mal qui, dit-il, a finalement été un bien. "Finalement, mon patron est devenu mon beau-père. La vie n'est pas si mal foutue", confie-t-il avec un éclat dans l'oeil.

### Une vocation précoce

Reste que sa patience sera mise à rude épreuve puisqu'il lui faudra attendre trois ans pour qu'une nouvelle opportunité se présente à lui. "Ce n'est pas facile quand on n'est pas agriculteur, commente-t-il. Ma mère était institutrice et mon père géomètre. C'est dire...".

Et pourtant, sa volonté de s'installer est loin d'être une vocation tardive. "Quand j'étais gamin, j'allais aider un ami qui était jardinier. L'été, je travaillais chez un maraîcher. En fait, j'ai toujours travaillé". L'école, en revanche, c'est une autre affaire... "Quand il a fallu s'orienter, je me suis inscrit pour être moniteur de ski et en électronique, mais l'électronique ne me plaisait pas, alors je suis allé au lycée agricole de Hyères où j'ai fait un BEP et un bac pro d'horticulture, et à 19 ans, je ne voulais plus aller à l'école..." Il prévoit alors de s'installer, et effectue son stage 6 mois... en Nouvelle Calédonie. "J'ai pris un billet tour du monde, et après mon stage, j'ai voyagé". Toujours à l'aventure. Simon a le goût des départs en dernière minute, "à l'arrache", qui l'ont conduit encore dernièrement à Bali.

### Installé sur un terrain communal

La chance finira par lui sourire lorsqu'un terrain est mis en loca-

tion à Châteauroux-les-Alpes. "C'est un terrain communal pour lequel j'ai signé un bail de carrière de 42 ans", précise Simon. Des terres sur lesquelles il a installé 1 800 m<sup>2</sup> de serres. Il cultive à peu près tout ce qui peut se développer dans les Hautes-Alpes. Géraniums, pétunias, lupins, œillets, edelweiss, lavandes, arbustes d'ornement, arbres fruitiers... Sans oublier les plants de légumes et les plantes aromatiques. Sur place, se trouve aussi un bâtiment d'exploitation qu'il a construit lui-même, où il habite pendant la période d'exploitation.

"Le point fort de mon installation, c'est que je n'ai pas besoin d'une très grande surface. Avec 4 000 m<sup>2</sup>, je gagne ma vie".

Quant au terrain acheté à Crots, "je l'ai gardé et j'y ai planté des pommes de terre".

Aujourd'hui, l'exploitation se porte plutôt bien. "Je commence à en vivre. C'est la première année que j'ai un fonds de roulement". Mais le travail n'a pas diminué pour autant. "Entre février et juillet, je n'ai pas de vie", résume le jeune homme, qui embauche deux personnes à temps plein et une personne à mi-temps de mars à juin pour les semis, la plantation et la vente. "En saison, il m'arrive parfois de me dire : "c'est trop", et c'est vrai que ce n'est pas de tout repos. Les journées sont longues". D'autant qu'en plus de vendre sur l'exploitation, il fait aussi les marchés tous les matins. "Mais ça me convient. Je fais un métier qui me plaît et j'ai l'impression d'avoir accompli mon rêve".

